

**CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE VERSAILLES
CEVV**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

UHY GVA

Société Anonyme au capital de 379.376 € • Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables et membre de la Compagnie Régionale de la Région de Paris/Ile de France

Siège social : 105 Avenue Raymond Poincaré • 75116 PARIS • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00
414 520 205 RCS PARIS • NAF 6920Z • Numéro d'identification intracommunautaire FR 63 414 520 205

Une société du Groupe Alpha

SORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

Membre de UHY international, réseau de
cabinets indépendants d'audit et de conseil



**Certifié ISO 9001
Version 2015**

**CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE VERSAILLES
CEVV**

**Hôtel de Ville 4 avenue de Paris
78000 VERSAILLES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAISSE D'ENTRAIDE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE VERSAILLES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaires aux Comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d’Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société **Erreur ! Signet non défini.** à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Paris, le 06 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes


UHY GVA

Philippe BONNIN

Bérengère SCHAAL

✓ Certified by  yousign

Philippe BONNIN

✓ Certified by  yousign

Bérengère SCHAAL

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	1 973	1 973				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	5 432	5 432	0	0		
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	44 503		44 503	34 481	10 022	29.07
Comptes de Régularisation	Autres immobilisations financières						
	Total I	51 909	7 406	44 503	34 481	10 022	29.07
	Comptes de liaison Total II						
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	40 407		40 407	34 353	6 054	17.62
	Avances et acomptes versés sur commandes						
Comptes de Régularisation	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés						
	Autres créances	323		323	4 523	4 200	92.86
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	317 176		317 176	307 724	9 453	3.07
	Charges constatées d'avance (3)	32 999		32 999	42 350	9 351	22.08
	Total III	390 905		390 905	388 949	1 956	0.50
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		442 814	7 406	435 408	423 430	11 978	2.83

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	75 540	75 540		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	54 942	38 681	16 261	42.04
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	23 588	16 261	7 327	45.06
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	154 069	130 481	23 588	18.08
	Comptes de liaison				
	Total II				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III				
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	29	28	1	4.00
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 958	38 395	564	1.47
	Dettes fiscales et sociales	51 370	47 150	4 220	8.95
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	155 882	173 626	17 744	10.22
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	35 100	33 750	1 350	4.00
	Total IV	281 339	292 949	11 610	3.96
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	435 408	423 430	11 978	2.83

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

246 239 259 199

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	43 992	43 570
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	222 239	191 184
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	807 633	793 746
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		540
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	1 073 864	1 029 040
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	244 800	216 840
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	320 832	308 656
Aides financières	484 573	500 497
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		540
Autres charges		
Total II	1 050 205	1 026 533
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	23 659	2 507

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	728	311
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	728	311
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	728	311
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	24 387	2 819
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 901	14 211
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	1 901	14 211
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 700	769
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-799	13 442
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I + III + V)	1 076 493	1 043 562
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 052 905	1 027 302
SOLDE INTERMEDIAIRE	23 588	16 260
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	23 589	16 260
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La Caisse d'Entraide de la Ville de Versailles a pour but la création, le développement et la propagation d'œuvres sociales en faveur du personnel adhérent à la Caisse d'Entraide.

Les prestations proposées à ses adhérents sont financées par des subventions accordées par des collectivités.

Subventions

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée. En cas de résultat excédentaire, une partie de ces subventions est restituée ; au titre de l'exercice 31/12/2023, les subventions sont ainsi minorées de 30 880 €, montant devant faire l'objet d'un remboursement.

Le passif total à reverser est de 30 880 €.

Cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion. Aussi, elles ont été rattachées aux produits de l'exercice de référence, c'est-à-dire la période couverte par l'adhésion. Le montant inscrit en " Produits constatés d'avance " correspond aux cotisations 2024 prélevées en décembre 2023.

Contributions volontaires

La contribution volontaire relative à la mise à disposition de personnel est matérialisée comptablement en charge externe et en produit de subvention. Le montant comptabilisé pour l'année 2023 est valorisé à 125 302 €.

Les autres contributions volontaires effectuées à titre gratuit n'ayant pas été valorisées sur l'ensemble des biens et services, elles n'ont donc pas été comptabilisées.

Ces contributions volontaires ont été accordées par la ville de Versailles et sont détaillées dans 3 conventions triennales du 12 décembre 2022, approuvées en préalable par le conseil municipal lors de sa séance du 08 décembre 2022.

Elles se détaillent de la manière suivante :

- convention d'objectifs et de moyens.
- convention de mise à disposition d'un local au sein du centre technique municipal et de matériel informatique & téléphonique.
- convention de mise à disposition du personnel, soit trois agents à temps complet. Le personnel mis à disposition pour l'année 2023 est valorisé à 125 302 €.

Ces conventions sont entrées en vigueur au 1er janvier 2023 (après renouvellement) et sont conclues à titre précaire et révocable pour une durée maximale de 3 ans. Elles s'appliquent donc pleinement à l'exercice clos le 31 décembre 2023.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	1 973		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	5 432		
TOTAL	5 432		
Prêts, autres immobilisations financières	34 481		95 500
TOTAL	34 481		95 500
TOTAL GENERAL	41 887		95 500

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			1 973	1 973
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			5 432	5 432
TOTAL			5 432	5 432
Prêts, autres immobilisations financières		85 478	44 503	44 503
TOTAL		85 478	44 503	44 503
TOTAL GENERAL		85 478	51 909	51 909

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	1 973			1 973
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	5 432			5 432
TOTAL	5 432			5 432
TOTAL GENERAL	7 406			7 406

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	75 540				75 540
Report à nouveau	38 681	16 261		0	54 942
Excédent ou déficit de l'exercice	16 261	16 261-	23 588	0-	23 588
Situation nette	130 481				154 069
TOTAL I	130 481		23 588	0	154 069

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	44 503	44 503	
Débiteurs divers	323	323	
Charges constatées d'avance	32 999	32 999	
TOTAL	77 825	77 825	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	95 500		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	85 478		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	29	29		
Fournisseurs et comptes rattachés	38 958	38 958		
Personnel et comptes rattachés	51 370	51 370		
Autres dettes	155 882	155 882		
Produits constatés d'avance	35 100	35 100		
TOTAL	281 339	281 339		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Catégorie	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	8 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les stocks correspondent aux billets non vendus au 31 décembre. Ils sont valorisés à leur coût d'achat.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	323
Total	323

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 958
Total	38 987

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	32 999
Total	32 999
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	35 100
Total	35 100

